

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Donné à Bruxelles, le 6 octobre 1995.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture  
et des Petites et Moyennes Entreprises,  
K. PINXTEN

**Art. 2.** Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Gegeven te Brussel, 6 oktober 1995.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw  
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN

F. 95 - 3164

[S - C - 16247]

**26 OCTOBRE 1995.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services, notamment l'article 6, § 3, remplacé par la loi du 15 juillet 1985;

Vu l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services, modifié par l'arrêté royal du 9 mai 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services est remplacé par la disposition suivante :

"Les membres suppléants siègent en cas d'absence ou d'empêchement des membres effectifs. Ils sont convoqués dans l'ordre décroissant des suffrages obtenus.

En cas d'égalité de suffrages, la priorité va au plus ancien d'après l'ordre d'inscription au tableau et, à ancienneté égale, au plus âgé."

**Art. 2.** A l'article 3 du même arrêté, le mot "cinq" est remplacé par le mot "trois".

**Art. 3.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Les personnes inscrites au tableau des titulaires par les chambres réunies en application de l'article 8, § 3, alinéa 2, de la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services, dénommée ci-après "la loi", exercent leur droit de vote et leur droit d'éligibilité, selon leur choix, au sein du groupe linguistique français ou du groupe linguistique néerlandais."

**Art. 4.** L'article 5 du même arrêté est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1er est complété par un 4°, formulé comme suit :

"4° par la révocation infligée par le Conseil national lorsque le membre est absent de quatre réunions consécutives du Conseil national sans motivation et après avoir été sommé de s'expliquer sur les raisons de son absence. Le membre est révoqué à la majorité des deux tiers; le vote est secret;"

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

"Dans les cas visés à l'alinéa 1er, les membres effectifs sont remplacés par les membres suppléants, dans l'ordre décroissant des suffrages obtenus par ces derniers, qui achèvent le mandat de leur prédécesseur.

En cas d'égalité de suffrages, la priorité va au plus ancien d'après l'ordre d'inscription au tableau et, à ancienneté égale, au plus âgé."

N. 95 - 3164

[S - C - 16247]

**26 OKTOBER 1995.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstituten die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, inzonderheid op artikel 6, § 3, vervangen bij de wet van 15 juli 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstituten die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 mei 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstituten die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De plaatsvervangende leden hebben zitting ingeval de werkende leden afwezig of verhinderd zijn. Ze worden opgeroepen in dalende volgorde van de verkregen stemmen.

In geval van gelijkheid van stemmen wordt voorrang gegeven aan diegene die volgens de orde van inschrijving op het tableau de grootste anciënniteit heeft, bij gelijke anciënniteit aan de oudste."

**Art. 2.** In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "drie".

**Art. 3.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De personen die, met toepassing van artikel 8, § 3, tweede lid, van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, hierna "de wet" te noemen, door de verenigde kamers op het tableau van de beoefenaars zijn ingeschreven, oefenen hun kiesrecht en hun verkiesbaarheidsrecht uit, naar keuze in de Nederlandse of de Franse taalgroep."

**Art. 4.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° het eerste lid wordt aangevuld met een 4°, luidend als volgt :

"4° door afzetting door de Nationale Raad wanneer het lid op vier achtereenvolgende vergaderingen van de Nationale Raad zonder opgave van reden afwezig is en na tot een verklaring voor zijn afwezigheid te zijn aangemaand. Het lid wordt met tweederde meerderheid van de stemmen afgezet; de stemming is geheim;"

2° het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

"In de gevallen bedoeld in het eerste lid worden de werkende leden opgevolgd door de plaatsvervangende leden, in dalende volgorde van de door deze laatsten verkregen stemmen. Zij voleindigen het mandaat van hun voorganger.

In geval van gelijkheid van stemmen wordt voorrang gegeven aan diegene die volgens de orde van inschrijving op het tableau de grootste anciënniteit heeft, bij gelijke anciënniteit aan de oudste."

**Art. 5.** L'article 6 du même arrêté est remplacé comme suit :

"Nul ne peut exercer plus de deux fois le mandat de membre effectif ou suppléant du Conseil national.

Au moins le tiers des membres effectifs d'expression française et d'expression néerlandaise doit être remplacé à l'expiration de chaque mandat. Si nécessaire, les membres effectifs réélus sont remplacés, dans l'ordre décroissant des suffrages obtenus, par des membres suppléants. Leur remplacement se prolonge jusqu'à ce que, à la suite de la vacance de mandats de membres effectifs et du remplacement par des membres suppléants, il y ait un nombre suffisant de membres effectifs non sortants.

Il y a incompatibilité entre le mandat de membre du Conseil national et celui de membre d'une Chambre exécutive ou d'une Chambre d'appel.

En cas d'égalité de suffrages, la priorité va au plus ancien d'après l'ordre d'inscription au tableau et, à ancienneté égale, au plus âgé."

**Art. 6.** A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 2, les mots "deux membres suppléants" sont remplacés par les mots "quatre membres suppléants".

2° Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

"Le Roi peut, pour une profession déterminée, augmenter à la demande du Conseil national le nombre de vice-présidents et de membres suppléants des Chambres exécutives et des Chambres d'appel.

Sont désignées comme membres suppléants supplémentaires, par ordre décroissant, les personnes qui, lors des dernières élections, ont été classées après les membres suppléants."

3° Il est ajouté un § 4, rédigé comme suit :

"§ 4. Lorsqu'il n'y a plus de membre suppléant, une élection partielle est organisée."

**Art. 7.** L'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 mai 1994, est remplacé comme suit :

"Art. 9. Nul ne peut exercer plus de deux fois le mandat de membre effectif ou suppléant d'un même Chambre.

Au moins le tiers des membres effectifs de chaque Chambre exécutive doit être remplacé à l'expiration de chaque mandat. Si nécessaire, les membres effectifs réélus sont remplacés, dans l'ordre décroissant des suffrages obtenus, par des membres suppléants. Leur remplacement se prolonge jusqu'à ce que, du fait de la vacance de mandats de membres effectifs et du remplacement par des membres suppléants, il y ait un nombre suffisant de membres effectifs non sortants.

Il y a incompatibilité entre le mandat de membre d'une Chambre exécutive et celui de membre d'une Chambre d'appel.

En cas d'égalité de suffrages, la priorité va au plus ancien d'après l'ordre d'inscription au tableau et, à ancienneté égale, au plus âgé."

**Art. 8.** L'intitulé de la section 5 du chapitre II du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

"Election du président, du vice-président et du trésorier."

**Art. 9.** Dans l'article 33 du même arrêté, les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Lors de cette réunion, le Conseil élit en son sein un président, un vice-président et un trésorier."

Pour la durée du mandat des membres du Conseil, le président appartient alternativement au groupe linguistique français et au groupe linguistique néerlandais. Le vice-président appartient à un autre groupe linguistique que le président."

**Art. 10.** L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 34. Le président, le vice-président et le trésorier du Conseil national en constituent le bureau."

**Art. 11.** L'article 35 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Le bureau est chargé de la gestion journalière de l'Institut. Celle-ci comprend la conduite des affaires courantes, la surveillance de la gestion financière de l'Institut, la préparation des réunions du Conseil national, l'engagement et la direction du personnel et toutes autres

**Art. 5.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Niemand mag meer dan tweemaal een mandaat van werkend of plaatsvervangend lid van de Nationale Raad uitoefenen.

Ten minste één derde van de nederlandsstalige en van de franstalige werkende leden moet bij het verstrijken van elke ambtstermijn worden vervangen. Zo nodig worden herkozen werkende leden, in dalende volgorde van de verkregen stemmen, vervangen door plaatsvervangende leden. Hun vervanging blijft voortduren totdat er, door het openvallen van mandaten van werkende leden en de opvolging door plaatsvervangende leden, een voldoende aantal niet-uittreedende werkende leden is.

Er bestaat onverenigbaarheid tussen het mandaat van lid van de Nationale Raad en het mandaat van lid van een uitvoerende Kamer of van een Kamer van beroep.

In geval van gelijkheid van stemmen wordt voorrang gegeven aan diegene die volgens de orde van inschrijving op het tableau de grootste anciënniteit heeft, bij gelijke anciënniteit aan de oudste."

**Art. 6.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2 worden de woorden "twee plaatsvervangende leden" vervangen door de woorden "vier plaatsvervangende leden".

2° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De Koning kan voor een bepaald beroep, op verzoek van de Nationale Raad, het aantal ondervoorzitters en plaatsvervangende leden van de uitvoerende Kamers en van de Kamers van beroep verhogen.

Als bijkomend plaatsvervangend lid worden aangewezen, in dalende volgorde, de personen die, ter gelegenheid van de laatste verkiezingen, gerangschikt werden na de plaatsvervangende leden."

3° Er wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 4. Is er geen plaatsvervangend lid meer, dan wordt een gedeeltelijke verkiezing gehouden."

**Art. 7.** Artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 mei 1994, wordt vervangen als volgt :

"Art. 9. Niemand mag meer dan tweemaal een mandaat van werkend of plaatsvervangend lid van een zelfde Kamer uitoefenen.

Ten minste één derde van de werkende leden van elke uitvoerende Kamer moet bij het verstrijken van elke ambtstermijn worden vervangen. Zo nodig worden herkozen werkende leden, in dalende volgorde van de verkregen stemmen, vervangen door plaatsvervangende leden. Hun vervanging blijft voortduren totdat er, door het openvallen van mandaten van werkende leden en de opvolging door plaatsvervangende leden, een voldoende aantal niet-uittreedende werkende leden is.

Er bestaat onverenigbaarheid tussen het mandaat van lid van een uitvoerende Kamer en het mandaat van lid van een Kamer van beroep.

In geval van gelijkheid van stemmen wordt voorrang gegeven aan diegene die volgens de orde van inschrijving op het tableau de grootste anciënniteit heeft, bij gelijke anciënniteit aan de oudste."

**Art. 8.** Het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt door het volgend opschrift vervangen :

"Verkiezing van de voorzitter, de ondervoorzitter en de penningmeester."

**Art. 9.** In artikel 33 van hetzelfde besluit worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende bepalingen :

"Tijdens deze vergadering kiest de Raad onder zijn leden een voorzitter, een ondervoorzitter en een penningmeester.

De voorzitter behoort, voor de duur van het mandaat van de leden van de Raad, om beurten tot de nederlandsstalige en de franstalige taalgroep. De ondervoorzitter behoort tot een andere taalgroep dan de voorzitter."

**Art. 10.** Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 34. De voorzitter, de ondervoorzitter en de penningmeester van de Nationale Raad vormen het bureau van de Raad."

**Art. 11.** Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Het bureau is belast met het dagelijks beheer van het Instituut. Dit omvat het afhandelen van de lopende zaken, het toezicht op het financieel beheer van het Instituut, het voorbereiden van de vergaderingen van de Nationale Raad, het aanwerven en het leiden van het

missions définies par le Conseil national, à l'exception toutefois des attributions expressément confiées au Conseil national par la loi ou en vertu de celle-ci.

Il prend toutes les mesures nécessaires à la préparation et à l'exécution des décisions du Conseil national et il établit l'ordre du jour des séances.

Il peut être réuni à la requête du Commissaire du gouvernement."

**Art. 12.** L'article 36 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Le président dirige les activités du Conseil national et du bureau. Sans préjudice de l'article 37bis du présent arrêté, tous les documents émanant de ces organes et tous ceux qui sont relatifs à la gestion journalière de l'Institut sont signés par le président et le vice-président ou, en cas d'absence de l'un d'entre eux, par le président ou le vice-président et par le trésorier."

**Art. 13.** Il est ajouté au même arrêté un article 37bis, rédigé comme suit :

"Art. 37bis. Le trésorier est dépositaire de tous les biens meubles de l'Institut. Il assure la recette des cotisations et de toutes sommes dues à l'Institut et il en délivre quittance. Il établit les projets de comptes annuels ainsi que le projet de budget. A la fin de chaque trimestre, il présente au Conseil un aperçu de la situation financière, accompagné d'un état de l'exécution du budget.

Les paiements sont signés par le trésorier et le président. En cas d'absence du trésorier, ils sont signés par le président et le vice-président.

Le trésorier exécute les missions visées au présent article sous la responsabilité du bureau."

**Art. 14.** A l'article 38, premier alinéa, du même arrêté, les mots "une réunion" sont remplacés par les mots "quatre réunions".

**Art. 15.** L'article 39, alinéa 1er, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"Le Conseil national ne délibère valablement que sous la présidence de son président ou de son vice-président, en présence de six membres au moins de chaque appartenance linguistique. Le commissaire du gouvernement doit avoir été valablement convoqué."

**Art. 16.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 41bis, rédigé comme suit :

"Art. 41bis. § 1er. Dans le courant du dernier trimestre de l'année, le bureau soumet à l'approbation du Conseil national le projet de budget pour l'exercice suivant.

§ 2. Dans le courant du premier trimestre de l'année, le bureau soumet à l'approbation du Conseil national le compte annuel des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé.

§ 3. Avant d'être présenté au Conseil national, le compte annuel des recettes et des dépenses, visé au paragraphe précédent, est vérifié par deux commissaires, l'un d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise, membres de l'Institut, nommés à cette fin pour deux ans par le Ministre qui a les classes moyennes dans ses attributions, sur proposition du Conseil national. Ils ne peuvent être membres ni du Conseil national ni des Chambres, ni être chargés d'une mission par l'un des organes de l'Institut."

**Art. 17.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 41ter, rédigé comme suit :

"Art. 41ter. Au plus tard le 30 juin de chaque année, le Conseil national établit un rapport sur les activités de l'Institut au cours de l'année précédente."

**Art. 18.** L'article 42 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 42. Les procès-verbaux sont communiqués au commissaire du gouvernement. Celui-ci peut, en outre, prendre connaissance sur place de toutes les décisions et documents du Conseil national et du bureau. Il doit recevoir toutes les informations et documents lui permettant d'accomplir ses missions."

**Art. 19.** A l'article 43 du même arrêté, les mots "membres effectifs et suppléants des" sont supprimés.

**Art. 20.** L'article 45 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 45. Les Chambres exécutives se prononcent par décision motivée."

personeel en alle andere door de Nationale Raad bepaalde opdrachten, met uitzondering evenwel van de door of krachtens de wet uitdrukkelijk aan de Nationale Raad toevertrouwde opdrachten.

Het neemt alle maatregelen die nodig zijn ter voorbereiding alsook ter uitvoering van de beslissingen van de Nationale Raad en het stelt de agenda van de vergaderingen op.

Het bureau kan worden bijeengeroepen op verzoek van de Regeeringscommissaris."

**Art. 12.** Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De voorzitter leidt de werkzaamheden van de Nationale Raad en van het bureau. Onverminderd artikel 37bis van dit besluit worden alle stukken welke van die organen uitgaan en alle die betrekking hebben op het dagelijks beheer van het Instituut door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend of, bij afwezigheid van één van beiden, door de voorzitter of de ondervoorzitter en door de penningmeester."

**Art. 13.** Aan hetzelfde besluit wordt een artikel 37bis toegevoegd dat luidt als volgt :

"Art. 37bis. De penningmeester is de bewaarder van alle roerende goederen van het Instituut. Hij zorgt voor het innen van de bijdragen en van alle aan het Instituut verschuldigde sommen en geeft er kwijting van. Hij stelt de ontwerpen van jaarrekeningen op alsook het ontwerp van begroting. Op het einde van elk trimester legt hij aan de Raad een overzicht voor van de financiële toestand, samen met een staat van de uitvoering van de begroting.

De betalingen worden ondertekend door de penningmeester en de voorzitter. In geval van afwezigheid van de penningmeester worden zij ondertekend door de voorzitter en de ondervoorzitter.

De penningmeester oefent de in dit artikel bedoelde taken uit onder de verantwoordelijkheid van het bureau."

**Art. 14.** In artikel 38, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "ten minste eenmaal" vervangen door "ten minste viermaal".

**Art. 15.** Artikel 39, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De Nationale Raad beraadslaagt slechts op geldige wijze onder het voorzitterschap van de voorzitter of de ondervoorzitter, in aanwezigheid van ten minste zes leden van elke taalgroep. De regeringscommissaris moet rechtsgeldig opgeroepen zijn."

**Art. 16.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 41bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 41bis. § 1. Tijdens het laatste kwartaal van het jaar legt het bureau het begrotingsontwerp voor het volgende werkjaar voor goedkeuring voor aan de Nationale Raad.

§ 2. Tijdens het eerste kwartaal van het jaar legt het bureau de jaarrekening van de ontvangsten en uitgaven van het afgelopen werkjaar, ter goedkeuring voor aan de Nationale Raad.

§ 3. Vooraleer ze bij de Nationale Raad wordt ingediend, wordt de jaarrekening van de ontvangsten en de uitgaven nagezien door twee commissarissen, een nederlandsstalige en een franstalige, allebei leden van het Instituut, met dit doel voor twee jaar benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Middenstand behoort, op voorstel van de Nationale Raad. Zij mogen geen lid zijn van de Nationale Raad of van de Kamers, noch door enig orgaan van het Instituut met een opdracht worden belast."

**Art. 17.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 41ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 41ter. Uiterlijk op 30 juni van elk jaar stelt de Nationale Raad een verslag op over de activiteiten van het Instituut tijdens het afgelopen jaar."

**Art. 18.** Artikel 42 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 42. De notulen worden meegedeeld aan de regeringscommissaris. Deze kan bovendien ter plaatse kennis nemen van alle beslissingen en documenten van de Nationale Raad en van het bureau. Hij moet alle informatie krijgen alsook alle documenten die hem in staat stellen om zijn opdrachten te vervullen."

**Art. 19.** In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de woorden "De werkende leden en de plaatsvervangende leden van" geschrapt.

**Art. 20.** Artikel 45 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 45. De uitvoerende Kamers doen uitspraak bij een met redenen omklede beslissing."

Art. 21. L'article 47 du même arrêté est abrogé.

Art. 22. L'article 48 du même arrêté est complété par des alinéas 2, 3 et 4, rédigés comme suit :

"Aucune demande ne peut être rejetée sans que le demandeur ait été entendu ou convoqué par lettre recommandée à la poste; la convocation doit avoir été notifiée quinze jours au moins avant la date de la réunion.

Le demandeur peut se faire représenter ou assister par un avocat ou par un ou plusieurs membres de l'Institut réunissant les conditions d'éligibilité aux Chambres.

Lorsqu'il n'est pas représenté par un avocat, le mandat doit être écrit."

Art. 23. L'article 50 du même arrêté est complété par des alinéa 2 et 3, rédigés comme suit :

"Elles peuvent se faire représenter ou assister par un avocat ou par un ou plusieurs membres de l'Institut réunissant les conditions d'éligibilité aux Chambres.

Lorsqu'elles ne sont pas représentées par un avocat, le mandat doit être écrit."

Art. 24. L'article 64 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 64. Pour le Conseil national, chaque Chambre exécutive et d'appel, ainsi que pour les Chambres réunies, le Conseil national désigne un secrétaire parmi les membres du personnel de l'Institut.

Les secrétaires assistent aux délibérations et prennent acte des décisions; ils rédigent et contresignent les procès-verbaux des réunions."

Art. 25. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture  
et des Petites et Moyennes Entreprises,  
K. PINXTEN

Art. 21. Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 22. Aan artikel 48 van hetzelfde besluit worden een tweede, derde en vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"Geen enkele aanvraag mag worden verworpen zonder dat de aanvrager gehoord werd of opgeroepen bij ter post aangetekend schrijven; de oproeping moet minimum 14 dagen vóór de datum van de vergadering aan de aanvrager worden betekend.

De aanvrager kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door één of meer leden van het Instituut die voldoen aan de voorwaarden om voor de Kamers te worden verkozen.

Wanneer hij niet vertegenwoordigd is door een advocaat, dient het mandaat schriftelijk te zijn."

Art. 23. Aan artikel 50 van hetzelfde besluit worden een tweede en een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"Zij kunnen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door een of meer leden van het Instituut die voldoen aan de voorwaarden om voor de Kamers te worden verkozen.

Wanneer zij niet vertegenwoordigd zijn door een advocaat, dient het mandaat schriftelijk te zijn."

Art. 24. Artikel 64 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 64. Voor de Nationale Raad, elke uitvoerende Kamer en Kamer van beroep, alsmede voor de verenigde Kamers wijst de Nationale Raad een secretaris aan onder de personeelsleden van het Instituut.

De secretarissen wonen de beraadslagingen bij en notuleren de beslissingen; ze stellen de notulen van de vergaderingen op en ondertekenen ze."

Art. 25. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 oktober 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw  
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN

F. 95 - 3165

[C - 16223]

6 OCTOBRE 1995. — Arrêté ministériel fixant des mesures d'application supplémentaires pour les listes des variétés de plantes ornementales et de matériels de multiplication de plantes ornementales, tenues par les fournisseurs conformément à l'arrêté royal du 15 mai 1995

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois du 11 avril 1983 et du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 1995 concernant la commercialisation, entre autres, des plantes ornementales et des matériels de multiplication desdites plantes, notamment son article 9, § 2 et § 6;

Vu la Directive 93/78/CEE de la Commission du 21 septembre 1993 énonçant des mesures d'application supplémentaires pour les listes des variétés de plantes ornementales et de matériels de multiplication de plantes ornementales, listes tenues par les fournisseurs conformément à la Directive 91/682/CEE du Conseil;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

N. 95 - 3165

[C - 16223]

6 OKTOBER 1995. — Ministerieel besluit tot vaststelling van aanvullende uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de door leveranciers op grond van het koninklijk besluit van 15 mei 1995 bij te houden lijsten van siergewassen en teeltmateriaal daarvan

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en van 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 mei 1995 betreffende het in de handel brengen van, ondermeer, siergewassen en van teeltmateriaal van die gewassen, inzonderheid op artikel 9, § 2 en § 6;

Gelet op Richtlijn 93/78/EEG van de Commissie van 21 september 1993 tot vaststelling van aanvullende uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de door leveranciers op grond van Richtlijn 91/682/EEG van de Raad bij te houden lijsten van siergewassen en teeltmateriaal daarvan;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;